

double
No 229

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
PUBLICATION MENSUELLE

Les Révolutions bolchévistes modernes

PAR

HENRI GLASS

En appendice :
L'Émeute de Genève
Bibliographie de 1932



Prix: 15 sous

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
MONTRÉAL

Direction :
SÉCRÉTARIAT DE L'É. S. P.
1961, RUE RACHEL EST

Administration :
L'ACTION PAROISSIALE
4260, RUE DE BORDEAUX

1933

TOUS DROITS RÉSERVÉS



PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Directeur: R. P. ARCHAMBAULT, S. J.)

(Abonnement: \$1.50 par an)

1A. L'École Sociale Populaire	R. P. ARCHAMBAULT, S.
*1. L'Organisation ouvrière catholique en Hollande	R. P. ARCHAMBAULT, S.
2. L'Organisation ouvrière dans la province de Québec (2 ^e édition 1913)	Arthur SAINT-PIERRE R. P. LEROY, S. J.
*3. De l'Éducation du sens social	R. P. PICHÉ, P. S. V.
*4. Comment protéger notre jeunesse: les patronages.	Mme Marie GÉRIN-LAJOIE
*5. La Fédération Saint-Jean-Baptiste	Abbé Henri GAUTHIER, P. S. S.
*6. « Le Foyer » et ses œuvres	Alphonse DESJARDINS
*7. La Caisse populaire — I.	
*8. La Lutte antialcoolique dans la province de Québec, depuis 1906	R. P. HUGOLIN, O. F. M. Abbé GOUIN, P. S. S.
*9. Le Logement de la famille ouvrière — I.	Abbé GOUIN, P. S. S.
*10-11. Le Logement de la famille ouvrière — II.	Abbé GOUIN, P. S. S.
*12. La Caisse populaire — II.	Alphonse DESJARDINS
*13. Le Mouvement mutualiste dans Québec.	J.-B. SAINT-ARNAUD
*14. Le Cercle ouvrier.	R. P. L. HUDON, S. J. S. S. LÉON XIII
*15. L'Encyclique « Rerum novarum »	R. P. VALENTIN-BRETON, O. F. M.
*16. Les Œuvres nécessaires	Henri BEAUVAIS
*17. L'Église et les associations ouvrières.	Dr Joseph GAUVREAU
18-19. Contre l'alcool.	Abbé GOUIN, P. S. S.
20-21. Un catholique social: Frédéric Ozanam	Arthur SAINT-PIERRE
*22. L'Organisation professionnelle	V.-E. BEAUPRÉ
*23. Réformes scolaires	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
*24. Le Clergé et les études sociales	Abbé Paul MAYRAND, D. TH.
*25. Le Travail chrétien	S. S. PIE X
*26. La Lettre sur le « Sillon »	Abbé GOUIN, P. S. S.
*27-28. La Cour Juénite	Dr Joseph GAUVREAU
*29. La Goutte de lait.	Arthur SAINT-PIERRE
*30. La Fédération américaine du Travail	XXX
*30. L'Utopie socialiste — I.	DOMBRAY-SCHMITT
*31. Le Val des Bois	Chanoine DESGRANGES
*32. Conseils aux ouvriers canadiens.	R. P. DALY, C. SS. R.
*33. Les Écoles maternelles.	Chanoine DESGRANGES
*34-35. L'Église et le progrès social	Arthur SAINT-PIERRE
36-37. Le Devoir social.	Arthur SAINT-PIERRE
38. L'Utopie socialiste — II.	R. P. GUILLOT, C. SS. R.
39. Les Syndicats ouvriers chrétiens de Belgique	R. P. TRUDEAU, O. P.
40. Les Syndicats socialistes et neutres	Abbé Edmour HÉBERT
41. L'Église et l'organisation ouvrière.	Arthur SAINT-PIERRE
*42-43. Le Comte Albert de Mun	Abbé Edmour HÉBERT
44-45. Le Socialisme.	R. P. GONTHIER, O. P.
46. A propos d'immunités.	R. P. S. BELLAVERE, S. J.
*47. La Formation d'apôtres sociaux par l'A.C.J.C.	R. P. RUTTEN, O. P.
48-49. Leçons pratiques d'action sociale catholique	R. P. Adélar DUGRÉ, S. J.
50. La Désertion des campagnes	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
51. Les Avantages de l'agriculture	Marie-J. GÉRIN-LAJOIE
*52. Les Cercles d'études féminins.	Abbé GOUIN, P. S. S.
53-54. Le Règne social du Sacré Cœur	Amatole VANIER
55. Le Comptoir coopératif	Abbé GOUIN, P. S. S.
56-57. L'Œuvre de vacances des grèves.	Jean-Charles MAGNAN, B. S. A.
*58. Le Jardin scolaire et l'Agriculture à l'école.	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
59. Le Clergé et les œuvres sociales	
60. L'Esprit chrétien dans la famille et la société	
*61. Projet de colonisation.	R. P. Marcel MARTINEAU, S. J.
62-63-64. Vers les terres neuves	R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
*65. La Question sociale et nos devoirs — I.	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
La Question sociale et nos devoirs — II.	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
La Question sociale et nos devoirs — III.	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
70. Hygiène du logement	Dr J.-A. BAUDOUIN
72-73. Albert de Mun et le devoir social	Abbé GOUIN, P. S. S.
*75. Albert de Mun et l'organisation ouvrière	Abbé GOUIN, P. S. S.
Nos errements agricoles.	R. P. Edgar COLCLOUGH, S. J.
*78. Albert de Mun et la législation sociale	Abbé GOUIN, P. S. S.

Les Révolutions bolchévistes modernes ¹

Par Henri GLASS

« Ce n'est pas le peuple qui prépare la révolution, mais il faut préparer le peuple à la révolution. » (Lénine.)

« La révolution est un phénomène typique non du développement de la vie sociale, mais de la maladie sociale, non de la physiologie, mais de la pathologie sociale. » (Stanislas Grabski ².)

« Quand l'État s'affaiblit, les individus les mieux armés prennent sa place. » (Pierre Gaxotte ³.)

« La révolution prolétarienne signifie l'irruption de la violence dans le domaine des relations matérielles. La période de transition est caractérisée par un écrasement impitoyable de la résistance. L'usurpation du pouvoir par le prolétariat, c'est le renversement à force de violence du pouvoir bourgeois, l'anéantissement de l'appareil de l'État capitaliste (armée, police, hiérarchie, tribunaux, parlement, etc.) en le remplaçant par des organes nouveaux du pouvoir prolétarien, dont on se sert avant tout pour écraser les exploités. L'État soviétique prive de droits politiques tous ces ennemis de classe; c'est l'État du prolétariat armé... » (Extrait du programme de l'Internationale communiste.)

« S'il est vrai, comme le prétend Lénine, que les révolutions sont l'œuvre d'hommes s'efforçant de les provoquer, il est important pour les partisans de l'ordre social et du développement normal des nations d'examiner soigneuse-

1. Ces pages sont traduites d'une étude en polonais fort documentée d'un des meilleurs connaisseurs du bolchévisme en Europe.

2. Stanislas Grabski, professeur de l'Université de Lwow, auteur de l'œuvre intitulée *la Révolution*, analyse excellente de la « grande révolution ». Nous nous en servons dans nos observations.

3. Pierre Gaxotte, historien, auteur de l'ouvrage intitulé *la Révolution française*.

ment les facteurs et les forces de la révolution sociale, leurs symptômes et leurs résultats.

« De telles recherches constituent en effet le point de départ d'une organisation efficace des forces contraires à la révolution, contraires à ce système de « pathologie sociale », qui cause tant de souffrances, de crimes, de morts innocentes, qui anéantit tant de forces humaines, ruine les ateliers, diminue enfin les forces intellectuelles de la nation, ce qui est d'autant plus funeste que la nation dont il s'agit est plus nombreuse et son niveau de culture plus bas ¹. »

Pour ces raisons, nous essayerons d'étudier sommairement les observations et les résultats des recherches scientifiques sur la révolution, en envisageant avant tout leur portée pratique.

I.— LA PRÉPARATION DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

1. Les recherches concernant l'histoire des révolutions démontrent clairement que, pour les accomplir, il n'est pas indispensable que la majorité de la population tende à la réalisation d'un nouvel ordre social défini. Il suffit :

a) Qu'il existe un groupement ² peu nombreux, bien organisé, basé sur une discipline militaire, dirigé par une volonté ferme et consciente du but et des méthodes de l'action révolutionnaire;

b) Qu'il existe un mécontentement des masses, que le groupe révolutionnaire exhorte à la lutte, organise et mène à l'assaut contre le pouvoir régnant ³.

1. *La Révolution*, p. 160.

2. Ce groupement est constitué actuellement dans chaque État par le parti communiste, succursale de l'Internationale communiste et du gouvernement de Moscou.

3. Marx, qui déjà en 1852 s'intéressait à la question de la révolution et de l'émeute armée (*Die Demokratie am Ruder*) prétend que « la révolte est un art comme celui de la guerre, subordonné à des lois précises ».

2. Pour que les chefs révolutionnaires soient suivis par les masses, il n'est pas nécessaire que chaque individu connaisse et partage leurs opinions et sache leurs intentions, mais il faut que la masse trouve dans les programmes proclamés l'expression de ses propres désirs. Et inversement, il faut que les tendances des masses, non cristallisées, négatives ou positives, soient habilement concentrées dans les programmes révolutionnaires. Le rôle principal de la propagande communiste consiste à exploiter pour les buts révolutionnaires les revendications économiques des masses et leurs haines politiques et sociales.

Lénine a laissé aux communistes l'instruction suivante à ce sujet: « Il y a insuccès si les initiateurs de l'insurrection révolutionnaire n'ont pas étudié à fond la situation politique, si les sympathies de la majorité de la population ne sont pas du côté du parti; si l'on n'a éveillé dans l'armée aucun mécontentement contre l'ordre existant; si la devise de l'insurrection: « le pouvoir au peuple, la terre aux paysans » n'a pas gagné la plus grande popularité; si l'avant-garde de la classe ouvrière n'est pas soutenue par une situation intolérable des masses; si la situation économique du pays laisse espérer que la crise pourra être surmontée par des moyens habituels ¹. »

3. Le degré de mécontentement des masses contre l'ordre existant est d'autant plus grand:

a) Que la situation politique et économique du pays est plus difficile;

b) Que la désagrégation et la carence du gouvernement et des milieux dirigeants sont plus profondes;

c) Que le gouvernement est mal orienté sur les méthodes, les buts et les actions révolutionnaires;

1. La question des révolutions armées est traitée par Lénine dans de nombreux ouvrages.

d) Que la propagande révolutionnaire est plus développée (utilisation au début des mots d'ordre demi-révolutionnaires, puis révolutionnaires et enfin franchement communistes);

e) Que l'organisation de la défense antirévolutionnaire est plus faible.

Ces facteurs, mis à profit par le groupe organisant la révolution rendent possible la création de « la situation révolutionnaire » à laquelle tendent précisément les efforts de l'agitation et de la propagande communiste. Il est à remarquer que l'usurpation du pouvoir par les communistes n'a pas eu lieu immédiatement après la chute de la monarchie, mais après un certain laps de temps, lorsque la révolution « modérée et progressiste » commença à glisser vers l'anarchie et s'est montrée incapable de surmonter les difficultés politiques et économiques de l'heure ainsi que de dompter l'instinct sauvage et primitif des masses. Depuis, le gouvernement soviétique et l'Internationale communiste ont soigneusement étudié le moyen de transformer au plus vite « les révolutions bourgeoises » en révolutions communistes.

4. L'action préparatoire, ayant pour but de susciter une révolution communiste pour anéantir l'ordre existant, tend à saper les fondements de cet ordre: piété, morale, famille, respect de la propriété privée, patriotisme, respect de la loi. Une action communiste est indissolublement liée à la propagation de l'athéisme, de l'immoralité sous toutes ses formes, à l'excitation aux excès et à la terreur révolutionnaire; elle combat les sentiments patriotiques, proclame la suppression de la propriété privée, propage l'internationalisme et le matérialisme. Pour étendre son action dans le monde entier, l'Internationale communiste, *alter ego* du gouvernement soviétique, a créé toute une série de mouvements auxiliaires.

5. A l'heure actuelle, les facteurs qui favorisent la révolution communiste sont les suivants:

a) L'ignorance des masses populaires quant aux effets de la révolution communiste pour leurs propres intérêts;

b) La crise économique mondiale et le chômage que le gouvernement soviétique aggrave à dessein par les menées révolutionnaires et sa guerre économique;

c) Le développement, dans tous les États, des partis socialistes qui, quoique ne tendant pas ouvertement à la révolution universelle, prêchent la haine des classes et la violence;

d) L'appui que trouve le communisme parmi tous les éléments désaxés et internationalistes.

Le Dr Znaciecki note que parmi ces éléments le rôle des Juifs est particulièrement important. Certains milieux juifs occidentaux et américains ne cessent pas, d'après lui, de soutenir le bolchévisme en Russie ¹.

II. — LES STADES DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

Les principaux stades de la révolution communiste sont les suivants:

1. Une révolution commence par la désagrégation du gouvernement. Cette désagrégation se manifeste par son incapacité de surmonter les difficultés politiques, sociales et économiques actuelles. « Il suffit de quelques émeutes révolutionnaires, pour que le gouvernement s'écroule, car il manque lui-même de volonté pour se défendre. Ses propres organes exécutifs se désagrègent, les fonction-

1. En ce qui concerne la Pologne, selon l'avis des membres éminents du service de la sûreté publique, le 90 pour cent des vrais chefs de l'action révolutionnaire communiste sont des Juifs; les Juifs forment une très forte majorité parmi les membres du parti communiste et dans l'association de la jeunesse communiste. En Russie soviétique, il y avait en 1930, 127 Juifs parmi les 417 membres du Comité central du parti bolchévique, tous occupant des postes importants.

naires ainsi que la majorité des milieux dirigeants l'abandonnent ¹ ».

2. Les foules s'aperçoivent aussitôt de l'impuissance des autorités. Celles-ci sont critiquées, soupçonnées, mises en accusation. L'autorité du gouvernement est désormais sapée. « L'extension et la puissance de l'ébranlement révolutionnaire dépendent avant tout non de la force des organisations révolutionnaires, mais du degré de désagrégation des organes gouvernementaux et des milieux dirigeants ². »

Si cette désagrégation est limitée aux milieux gouvernementaux proprement dits, la révolution peut se borner à un remplacement des incapables par d'autres plus aptes à gouverner. Mais si la désagrégation atteint tous les milieux dirigeants, la révolution glisse inévitablement vers l'anarchie ou la dictature communiste. Celle-ci procède à l'extermination définitive des anciens milieux dirigeants.

3. Après le renversement de l'ancien régime, survient une période transitoire. Deux forces y sont en lutte: les nouvelles tendances réformistes et celles qui préparent le renversement définitif.

Depuis qu'existe à Moscou un gouvernement qui n'est pas autre chose que l'état-major mondial de la révolution communiste, que dans chaque pays fonctionnent de multiples organisations communistes exploitant la crise en cours et chaque mouvement révolutionnaire, la mainmise bolchéviste définitive peut aboutir dans le plus bref délai.

4. Dès que cette mainmise bolchéviste s'accomplit, commence le massacre des anciens milieux dirigeants, de la classe intellectuelle en général, ainsi que la destruction sauvage des hautes valeurs culturelles. La barbarie des

1. *La Révolution*, p. 135.

2. *La Révolution*, p. 138.

foules est excitée sciemment par les communistes, suivant le mot d'ordre de « l'anéantissement matériel » de tous les adversaires du communisme avoués ou soupçonnés.

5. C'est seulement alors que se produit une réaction salubre au sein des anciens milieux dirigeants et patriotiques. Ceux-ci tentent d'organiser la lutte contre-révolutionnaire, ayant enfin compris que la patrie est en danger de mort. Il faut que la volonté de vaincre soit ferme, que les forces de la contre-révolution soient suffisamment organisées (comme en Finlande, par exemple). Il faut surtout que la réaction soit rapide et énergique, qu'elle sache mettre à profit les fautes des communistes. Il devient alors possible d'écraser la révolution.

Si au contraire la réaction est faible et lente, tandis que la révolution réussit à s'emparer des points stratégiques, les chances de la contre-révolution deviennent minimales (voir la Révolution russe ¹).

6. Le déclenchement de la contre-révolution provoque la fureur des masses révolutionnaires, stimulées par la crainte de la victoire éventuelle de l'adversaire. La « terreur organisée » est mise en pratique par les communistes d'après des méthodes dites « scientifiques ». Tous ceux qui appartiennent, à un titre quelconque, aux anciennes classes dirigeantes sont écrasés systématiquement.

7. En même temps, les communistes, seul groupe organisé de la révolution, commencent à établir sur les ruines de l'ancien régime le nouvel État, basé sur la terreur, la suppression de la propriété privée ². Le terrorisme exercé par les « tchékas » (G. P. U.) et le contrôle

1. Comparez : « *Der Weg zum Sieg* » (Le chemin de la victoire), *Eine theoretische Erörterung über Marxismus und Aufstand*, par le communiste A. Langer, publié en abrégé par la revue *la Vague rouge*, No 10, octobre 1927. Paris.

2. Trotzky écrit dans son livre *Terrorisme et Communisme* : « La dictature du parti communiste se maintient par le recours à toutes sortes de violence. » (p. 71.)

forcé de toutes les ressources matérielles, surtout des objets de première nécessité, par le nouveau pouvoir, mettent celui-ci à même de diriger à son gré la populace. Ainsi le prolétariat vainqueur se trouve être de nouveau ligoté à son insu par sa propre dictature et l'oppression devient infiniment plus sévère que sous l'ancien régime.

8. Vient ensuite la période des guerres avec les voisins. Ainsi la Russie soviétique a fait la guerre contre la Pologne, la Lettonie, l'Esthonie, la Finlande, la Chine. Le chef des communistes allemands Thalman a déclaré que la tâche du futur pouvoir bolchévique en Allemagne sera de reprendre la Pologne, d'envahir la France, la Belgique et le Danemark et d'autres territoires avoisinants.

9. L'anarchie économique, sociale et politique va de pair avec le développement de la révolution, accompagnée des fléaux de la famine et des maladies épidémiques. Les symptômes d'une désagrégation intellectuelle et spirituelle se multiplient dans le peuple. Les insurrections anticommunistes qui éclatent sont réprimées d'une manière sanglante. La dictature communiste renonce provisoirement à ses doctrines communistes, comme l'a fait Lénine en 1922 (période de la N. E. P. en Russie), afin de surmonter la crise. Plus tard, cependant, le gouvernement communiste revient à ses principes et aboutit à l'asservissement définitif de la population. Il prépare en même temps l'outillage indispensable pour armer le pays, considéré désormais comme une simple base pour l'expansion mondiale de la révolution (plan quinquennal en Russie soviétique).

10. La révolution communiste, après avoir triomphé de ses ennemis, organise la révolution à l'extérieur. L'expansion de la révolution est commandée non seulement par les buts fondamentaux du communisme, mais encore par la nécessité de se procurer de nouveaux moyens ma-

tiels afin de soutenir la « base révolutionnaire ». Lénine écrivait, en 1919 déjà: « L'existence de la République soviétique à côté d'États impérialistes ne saurait durer longtemps; l'une ou les autres devront finalement rester victorieux ¹. »

C'est l'Internationale communiste qui est, comme on le sait, le principal instrument aux mains des chefs bolchévistes pour l'expansion de la révolution. Elle possède des agences officielles et secrètes dans tous les États. Cette Internationale mobilise, organise et centralise tous les éléments propres à exercer une action dissolvante sur la civilisation européenne. Les pays ne faisant pas partie de l'U. R. S. S. se trouvent ainsi en but aux constantes agressions.

III. — DÉFENSE ANTIRÉVOLUTIONNAIRE

Boukharine, théoricien éminent du communisme et ancien président de l'Internationale communiste, écrivait en 1927 que « la révolution mondiale n'est pas quelque chose qui sera, mais quelque chose qui est. Ce n'est pas une chose pressentie seulement, mais quelque chose qui existe. Ce n'est pas quelque chose qui se produira à une époque inconnue, mais quelque chose qui se produit déjà réellement... ² » Ces paroles sont confirmées par les faits et on peut dresser déjà une longue liste d'émeutes et de mouvements révolutionnaires fomentés par Moscou, dans les cinq parties du monde.

Or il est certain que la révolution communiste peut être tenue en échec par une sage politique des gouvernements et une résistance bien organisée des milieux dirigeants de tous les pays.

1. *Œuvres complètes de Lénine*, t. XVI, p. 102.

2. *Correspondance internationale* du 29 octobre 1927, p. 1539. Organe officiel de l'Internationale communiste.

Devoirs des gouvernements

1. La condition primordiale est que les gouvernements soient composés d'hommes capables et doués d'une forte volonté et ces hommes doivent être en outre au courant des buts et méthodes du communisme. Ils doivent être décidés à vaincre à tout prix l'agression communiste.

2. L'organisation de corps de police et de gendarmerie, suffisamment nombreux, doit tenir compte des expériences accumulées. Ces corps doivent être bien payés, parfaitement exercés, armés et renseignés d'une manière précise sur la tactique communiste et ses effets; la direction doit appartenir à des hommes ayant donné des preuves de sang-froid et de prudence au cours de situations critiques; cette direction doit élaborer, en accord avec les autorités militaires, des plans précis de défense de la capitale et des principaux points stratégiques, ainsi que des voies de communication à travers tout le pays ¹.

3. L'action défensive et répressive du gouvernement doit être basée sur une législation appropriée. Plusieurs États ont décrété des règlements spécialement dirigés contre les menées communistes. Citons à titre d'exemple: Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Égypte, Esthonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Lettonie, Yougoslavie. Dans d'autres États la question est à l'étude (en Suisse, par exemple). (Les principes d'une telle législation ont été étudiés à la Conférence juridique de l'Entente à La Haye. Voir l'étude de M^e Le Fort sur « Le projet de Code pénal suisse et la lutte contre le bolchévisme ».)

Il faut s'efforcer en outre de mettre sur pied une convention internationale anticommuniste. Les mesures ad-

1. Cette question est traitée d'une manière plus détaillée dans le chapitre intitulé « La défense de la capitale », de l'ouvrage *la Défense de la Pologne contre le bolchévisme*, édition de la Bonne Presse, pp. 35-37.

ministratives et législatives anticommunistes doivent être mises en application de façon à ne pas conférer aux inculpés l'auréole de martyrs.

4. Lors de toute tentative de révolte communiste, il faut viser en premier lieu à éliminer sans retard d'une manière définitive tous les dirigeants. Moscou cherchera naturellement à remplacer la direction, toutefois cela demandera du temps et les nouveaux venus seront mal orientés.

5. Une sage politique intérieure doit être basée sur la loi. Elle inculquera ainsi aux masses le respect de la légalité. Elle doit raffermir, au sein de la nation, la morale, l'institution de la famille, les sentiments religieux, le patriotisme. Elle cherchera par contre à affaiblir l'influence d'éléments minant ces valeurs. Elle cherchera enfin à rendre plus difficile l'exploitation des effets de la crise économique, par les meneurs révolutionnaires.

6. S'inspirant de ces principes, le gouvernement doit favoriser le développement d'organisations propageant une idéologie anticommuniste et faisant connaître aux masses les effets néfastes du bolchévisme.

7. Il est important d'assurer à l'action officielle, l'appui des milieux dirigeants de la nation, pour la lutte systématique contre le communisme.

8. Les relations commerciales avec les Soviets n'ayant d'autre résultat que de fournir aux bolchéviks des devises étrangères pour étayer l'action révolutionnaire, il y a lieu de rompre ces relations.

9. Il faut aussi rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement soviétique, ces relations constituant aux yeux des masses une sorte de certificat de moralité pour le bolchévisme. Inutile de rappeler que toutes les légations, consulats et missions soviétiques à l'étranger

ne sont pas autre chose que des centres d'espionnage et de propagande.

Les États limitrophes devront forcément maintenir des relations avec Moscou jusqu'au moment de la rupture générale, ne fût-ce que pour éviter la guerre. Un conflit en un point quelconque de l'Europe, loin de rester localisé, prendrait en effet immédiatement les proportions d'une nouvelle guerre générale, dont le résultat final serait le triomphe du bolchévisme. Mais tout en tenant compte de ces justes appréhensions, les États limitrophes de l'U. R. S. S. peuvent restreindre considérablement leurs relations avec Moscou, ce qui ne serait qu'à leur avantage.

10. Malgré toutes les déceptions, il faut persévérer dans la constitution d'Ententes intergouvernementales antibolchévistes, ne fût-ce que régionales.

Devoirs des milieux dirigeants non officiels

Ces milieux possèdent des réserves d'énergie qui pourraient utilement être employées à combattre le communisme, mais cette énergie se trouve encore à l'état passif. La tâche principale d'une action anticommuniste raisonnée consiste à transformer cette énergie passive en énergie active.

Il faut en outre savoir coordonner les efforts des divers groupements. Toutefois, ceci ne saurait comporter une alliance à tout prix et avec n'importe qui. Des associations trop nombreuses et indisciplinées ne pourront agir avec efficacité que difficilement.

Un front anticommuniste unique doit être constitué par les organisations qui sont particulièrement aptes à combattre le communisme dans les domaines les plus différents, politique, social et économique. Il faut bien connaître l'ennemi pour le vaincre; toute action de propagande

anticommuniste doit être basée sur l'étude approfondie du bolchévisme.

Mais une action anticommuniste purement négative ne suffit pas. Si l'on veut vraiment affaiblir l'influence du communisme sur les masses, il faut travailler à les rapprocher des milieux dirigeants. Ce travail implique une action sociale dépourvue de tout caractère de parti et organisée dans l'intérêt suprême de la nation tout entière.

L'action anticommuniste des classes dirigeantes et celle, analogue du gouvernement doivent se compléter et s'appuyer l'une sur l'autre. La police et la gendarmerie agissent directement contre les troupes communistes et leurs auxiliaires. Les tribunaux jugent et punissent. La société, de son côté, doit créer au sein de la nation des tendances favorables à l'action du gouvernement. Elle doit, de même, agir sur le gouvernement, afin que la répression du communisme, basée sur la loi, s'appuie également sur la science réelle du communisme et de ses méthodes. La société doit également exercer une action de propagande étendue. Aucun gouvernement ne saurait l'organiser à lui seul.

Les élections communales et parlementaires offrent à la nation un moyen efficace de contrôle. Il faut obtenir qu'on ne vote qu'en faveur de partis et de personnes dont on est certain qu'elles défendront l'État avec persévérance et énergie contre les attaques du communisme.

Dès l'instant que l'on se rend compte que le parti communiste fomenté une révolte armée, il faut préparer les milieux dirigeants et les masses à prêter main-forte au gouvernement ¹.

1. Il va sans dire que la situation se trouve sérieusement compliquée lorsqu'il s'agit d'États gouvernés par les socialistes ou par des partis ignorant le danger du communisme.

Au cas où la révolution viendrait à éclater, renversant le gouvernement au pouvoir, les milieux dirigeants non officiels doivent s'emparer sans autre du pouvoir et briser avec la dernière énergie les organisations révolutionnaires.

S'il était quand même impossible de se maintenir au pouvoir, vu la puissance de la vague révolutionnaire au centre, il faudra chercher, alors, à concentrer en dehors toutes les forces disponibles et attaquer sans relâche les éléments révolutionnaires. La victoire restera au parti qui aura fait preuve de la volonté de vaincre la plus forte.

La révolution communiste va-t-elle embraser et anéantir le monde entier ? Ou sera-t-elle écrasée et demeurera-t-elle la plus sanglante, la plus hideuse leçon de l'Histoire ? Nous l'ignorons, mais ce que nous savons, c'est que, plus que jamais, le salut des États, des nations et de la civilisation dépend de la sagesse et de la force de volonté dont feront preuve les gouvernements et les milieux dirigeants, économiques et l'élite intellectuelle.

Les masses ne sont jamais créatrices, ce sont les individus qui possèdent seuls le génie créateur. Ces quelques considérations sont destinées à ces derniers, pour qu'en étudiant de plus près l'action destructrice du bolchévisme, ils s'arment à temps et avec des moyens appropriés contre l'assaut de la barbarie léniniste.

APPENDICE

L'émeute du 9 novembre à Genève

I. — RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS

Il est trop tôt pour tirer de l'émeute du 9 novembre à Genève toutes les leçons qu'elle comporte. Le résultat complet de l'enquête militaire n'a pas encore été publié et l'enquête judiciaire est loin d'être achevée, mais, d'après les journaux, les perquisitions faites dans les milieux communistes ont fourni la preuve d'un complot soigneusement préparé.

Nous reviendrons sur ce sujet, mais dès maintenant nous pouvons établir le résumé suivant des événements:

1° *Influences soviétiques.* — Depuis quelques années, sous l'influence des délégations soviétiques invitées aux conférences de la Société des Nations, la bolchévisation du parti socialiste genevois a été poussée très loin.

Lors de la Conférence du Désarmement, le célèbre agitateur Radeck, expulsé de Suisse après la tentative de révolution soviétique du 11 novembre 1918, eut le toupet de s'annoncer comme journaliste à la Société des Nations. Son entrée en Suisse fut naturellement interdite, mais les Soviets le nommèrent alors délégué officiel et il paraît que le président de la Conférence, M. Henderson, fit pression sur le Conseil fédéral jusqu'à ce que cette interdiction fût levée. Radeck ne fit pas même semblant de suivre les séances de la Conférence et, sous le couvert de l'immunité diplomatique, il reprit à Genève ses préparatifs révolutionnaires avec l'aide de militants instruits dans les écoles de propagandistes de l'U. R. S. S.

2° *Le parti socialiste genevois.* — Le parti socialiste genevois, qui compte plus du tiers des électeurs, n'est plus socialiste que de nom. Grâce à un noyautage soigneusement camouflé, la direction des syndicats et surtout celle du parti est devenue communiste; le journal *le Travail*, dont l'abonnement est obligatoire, en apporte une preuve irréfutable. Ses campagnes de diffamation et d'excitation continuelle à la révolution correspondent absolument à celles de *l'Humanité* à Paris; l'U. R. S. S. y est journellement citée comme modèle, on y fomente sans arrêt la haine des classes et l'opinion des socialistes modérés n'y est jamais admise.

Le camouflage de ce parti soi-disant socialiste est complété par l'existence d'un minuscule parti communiste, d'environ cent cinquante militants, qui manifeste à chaque occasion, organise l'action directe sur les chantiers, distribue des tracts incendiaires et, pour mieux donner le change, polémise même parfois contre le parti socialiste. Cette poignée de communistes avoués est dirigée par l'avocat Vincent, associé de l'avocat Dicker, chef du parti socialiste. Tous deux collaborent au Secours Rouge communiste et leurs deux partis s'entendent comme larrons en foire. On l'a bien vu en 1927 lors de l'affaire Sacco et Vanzetti, fomentée par Moscou. Après une violente campagne de presse, de tracts, d'affiches et d'assemblées populaires, où Dicker et Nicole firent tout leur possible pour échauffer l'opinion, des bandes d'émeutiers encadrés de communistes menacèrent le consulat des États-Unis, attaquèrent des postes de police à coup de pierres, brisèrent les vitres du Secrétariat de la Société des Nations et pillèrent un grand magasin avant que la police pût les disperser. Le sang coula à Genève comme dans plusieurs autres villes d'Europe et d'Amérique.

Dès lors les préparatifs révolutionnaires continuèrent secrètement, pour ne plus alarmer la quiétude des autorités et de la population.

La crise de chômage et la générosité des secours officiels et privés permirent aux extrémistes d'attirer à Genève et d'embrigader beaucoup de mauvais éléments étrangers au Canton. Il y a quelques mois une colonne de ces chômeurs organisés, au nombre de sept cents, vint attaquer les chantiers de la Société des Nations avec une telle brusquerie que les policiers qui suivaient la colonne en camions n'eurent pas le temps d'empêcher une bataille rangée contre les ouvriers au travail.

Le parti socialiste suisse, rattaché à la II^e Internationale, a blâmé à plusieurs reprises la politique moscovite du parti socialiste genevois, mais il n'a pas osé aller jusqu'à l'exclusion.

3^o *Le prétexte de l'émeute.* — A plusieurs reprises Dicker et Nicole avaient tenu des réunions illicites sur la voie publique et y avaient accusé le gouvernement avec la dernière violence. Un parti bourgeois ayant voulu les mettre eux-mêmes en accusation, ils demandèrent avec menaces l'interdiction de cette réunion politique, qui devait pourtant se tenir dans une salle. Le Conseil d'État, voulant assurer le droit de réunion conformément à la loi, leur répondit entre autres: « Nous n'acceptons en aucune façon votre prétention de rejeter sur le Conseil d'État la responsabilité du désordre qui pourrait éclater à cette assemblée. Le Conseil d'État fera respecter l'ordre et la liberté et ceux-là seuls qui troubleront l'assemblée prendront la responsabilité de ce désordre. »

Se croyant déjà les maîtres de la ville, Dicker et Nicole décidèrent d'empêcher par la force l'assemblée de leurs adversaires. Avec l'aide d'Humbert-Droz, le chef des

communistes suisses, qui vient de passer dix ans à Moscou, ils prêchèrent la violence et préparèrent secrètement une grande émeute. Les militants, organisés en groupes bien commandés, furent munis de matraques, de cornets de poivre et de tranchets pour couper les cordes des barrages de police.

Heureusement renseigné, le Conseil d'État demanda au Conseil fédéral l'aide de six cents recrues en service à Lausanne, pour renforcer les deux cents gendarmes. Ces derniers furent munis de lunettes de mica et s'enduisirent le front de vaseline pour protéger leurs yeux contre les jets de poivre. Quant aux cordes habituelles pour les barrages, on les remplaça par des chaînes d'acier scellées aux murs.

4° *L'émeute.* — Grâce à ces mesures, les manifestants ne purent au début approcher de l'assemblée; les chaînes d'acier gardées par la police résistèrent. Comme d'habitude, Dicker avait trouvé moyen de s'absenter de Genève au moment de la manifestation. Nicole, entouré de sa garde personnelle, ainsi que les chefs communistes Tronchet et Lebet, vinrent haranguer sur place les émeutiers, les excitant à enfoncer les barrages et à faire enfin la révolution. Leurs discours prouvèrent qu'ils agissaient de concert. L'attaque reprit avec grande violence et l'un des barrages fut enfoncé. Pendant la bagarre qui suivit, on fit venir la troupe.

Comme nous l'avons dit, il s'agissait de recrues n'ayant qu'un mois et demi de service et dont les jeunes gradés n'avaient aucune expérience du service d'ordre. La compagnie appelée sortit de la caserne et traversa la foule immense en colonne de marche, précédée de deux patrouilles. Les baïonnettes étaient au fourreau et les armes non chargées.

Dès que les soldats furent signalés, des détachements de gardes rouges en civil, sous les ordres du communiste Fürst, se lancèrent sur eux. D'après une tactique uniforme, évidemment étudiée d'avance, ils attaquèrent d'abord les gradés et les hommes hors du rang, se mettant au moins trois contre un, cherchant à les aveugler de poivre, à les assommer et à s'emparer de leurs armes. Les armes prises furent immédiatement utilisées contre la troupe. Comme elles n'étaient pas chargées, les émeutiers se servirent de la crosse avec une telle violence que la plupart de ces armes furent brisées sur les casques d'acier des soldats.

Environ soixante hommes de la compagnie ainsi submergée furent retirés et placés devant le mur du Palais des Expositions, où ils pouvaient encore se défendre sans être entourés de tous les côtés. Les manifestants continuèrent à harceler la troupe en lui lançant des pierres et des pavés.

A ce moment, vu le nombre des blessés, un major fit charger les fusils, et donna l'ordre de tirer, ne voyant pas d'autre moyen de protéger ses soldats contre leurs agresseurs. Le tir fut précédé de sommations avec avertissement au clairon, en laissant aux manifestants le temps de se retirer s'ils l'avaient voulu.

Même après les premiers coups de feu ils continuèrent leur attaque, croyant qu'il s'agissait d'un tir à blanc; mais ils furent pris de panique lorsqu'ils aperçurent les blessés et les morts.

5° *L'effet de la fusillade.* — Le tir ne dura pas plus de dix à quinze secondes. La troupe tira cent douze cartouches de fusil, vingt-cinq de pistolet et trente d'un fusil mitrailleur. Il y eut dix tués et environ quatre-vingts blessés, dont trois moururent ensuite. Du côté

des émeutiers, quelques coups de feu furent tirés contre la troupe et les magistrats. Les constatations de la justice militaire ont établi que des morts et des blessés civils avaient été atteints par des projectiles ne provenant pas d'armes militaires: un mort et un blessé, notamment, avaient été touchés par de la grenaille. On retrouva sur la place des cartouches à balles de browning, d'un calibre qui n'est pas en usage dans l'armée.

Immédiatement après la débandade qui succéda au tir, les communistes revinrent enlever leurs blessés, pour qu'on ne puisse pas les identifier, mais soixante-cinq d'entre eux furent transportés et soignés à l'hôpital. Il y eut naturellement des balles perdues dans la foule des badauds, mais le plus grand nombre des victimes faisaient partie des émeutiers. Le chef de la garde rouge Fürst tomba le premier.

6° *Après l'émeute.* — Voici ce qu'écrivait quelques jours après le correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung*:

« La grande majorité des éléments révolutionnaires se compose — à l'exception de quelques étrangers — de Suisses d'autres cantons et pour une forte part de Suisses allemands. La plupart sont des jeunes gens venus chercher du travail à Genève, ou surtout venus profiter des allocations de chômage. Les éléments extrémistes de Genève ont favorisé cette invasion qui contribuait à un renforcement révolutionnaire. Ces gens qui n'ont rien à faire disposent d'assez de loisir pour se familiariser avec les méthodes des bolchévistes genevois. Lorsqu'ils sont suffisamment excités, ils constituent, dans leur hardiesse inexpérimentée, une troupe d'assaut qu'on a déjà pu remarquer à plusieurs occasions. Il est significatif que sur les trente-trois blessés qui se trouvent encore à l'hôpital et qui, à côté des victimes innocentes, se pressaient aux

premiers rangs de la foule qui assaillaient la troupe, il ne se trouve que trois Genevois... On a assez ici de ce genre de confédérés et une énergique épuration sera la conséquence des événements récents. »

L'enquête militaire ordonnée par le Département militaire fédéral a établi qu'il n'y avait pas lieu de prendre des mesures contre les officiers, sous-officiers et soldats ayant réprimé l'émeute. Avant d'ouvrir le feu, la troupe avait eu vingt-deux blessés, dont quatre officiers et six sous-officiers; elle a donc fait preuve d'une grande patience, dont témoignent aussi les photographies publiées des casques et des fusils brisés par les manifestants.

Une grève générale fut proclamée le jour des obsèques, mais le mot d'ordre de grève fut peu suivi.

Pour éviter de nouveaux incidents, le gouvernement genevois avait retiré en casernes toutes les troupes d'ordre. Les communistes en profitèrent pour manifester à l'ensevelissement de Fürst, chef de la garde rouge. Son cercueil, enveloppé d'un grand drapeau soviétique, fut promené en ville par douze gardes rouges en uniforme et des discours très violents furent prononcés sur sa tombe en présence d'une grande foule.

7° *Les résultats provisoires de l'enquête judiciaire.* — L'enquête judiciaire fera, espérons-le, la lumière complète sur les origines et l'exécution de l'émeute. Glanons en attendant dans les journaux sérieux quelques-uns des résultats établis:

Les communistes des régions voisines, de Suisse et de Savoie, sont venus participer à l'émeute. A Lausanne les extrémistes ont voulu soutenir le mouvement genevois par une manifestation semblable et par la grève générale; l'explosion d'une bombe a blessé quatre personnes. Dans ces deux villes les pompiers ont été alarmés par la fausse nouvelle d'un incendie.

D'autres fausses nouvelles ont été sciemment répandues en Suisse et dans les journaux étrangers; on a parlé de nouvelles fusillades, de graves révoltes militaires, etc. Radio-Genève a même annoncé à tort la mobilisation de nouvelles troupes.

Il est établi que des cellules communistes existent dans les troupes genevoises. Sur la carte de membre d'un jeune communiste on a lu entre autres devoirs: « Au régiment, par l'intermédiaire de l'organisation, il défend les revendications des soldats, il diffuse les mots d'ordre antimilitaristes et forme des embryons de l'armée rouge. Partout il est agitateur, propagandiste, organisateur. »

Une perquisition chez un cambrioleur a fait découvrir un des petits dépôts d'armes qui existent secrètement à Genève. Il contenait une dizaine de fusils militaires suisses, français et belges avec deux cents cartouches correspondant à ces armes.

8° *Les leçons de l'émeute.* — D'après les expériences faites, nos soldats et leurs cadres devront être exercés aux combats de rues. La police genevoise devra être sensiblement renforcée, elle sera dotée de casques en acier et le sabre dont elle n'ose pas se servir sera remplacé par une matraque.

Enfin on s'est aperçu que les lois suisses ne permettent pas d'intervenir contre les préparatifs révolutionnaires; on va combler cette lacune.

9° *L'opinion de deux journaux socialistes suisses.* — La *Sentinelle*, de la Chaux-de-Fonds, s'indigne des instructions que le Komintern vient de donner aux communistes pour s'emparer des syndicats comme ils ont réussi à le faire à Genève. Elle reproduit ainsi ces instructions: « Il faut lutter pour que les fonctionnaires (les bureaucrates) syndicalistes soient chassés des syndicats, pour

que les communistes s'emparent des syndicats et de leurs unions.

« Pour atteindre ce but les communistes doivent pénétrer dans tous les organismes syndicaux... et partout critiquer les dirigeants syndicaux, faire comprendre aux ouvriers que les chefs syndicalistes les trompent, qu'ils mènent des pourparlers, en cachette, avec les patrons... qu'ils étouffent l'initiative des membres des syndicats et, lorsqu'ils ne peuvent pas enrayer la lutte, qu'ils la commencent avec retard et capitulent devant la bourgeoisie, derrière le dos des ouvriers... » *La Sentinelle* continue ainsi: « Nous sommes tous avertis du travail ordurier et mensonger que les communistes, dociles aux ordres du Komintern, vont poursuivre dans nos syndicats et dans la masse ouvrière... De la part d'un parti qui se plie aveuglément sous la férule d'un seul homme, cette hypocrisie dépasse vraiment toutes les limites imaginables. »

Dans *la Lutte syndicale*, le conseiller national Grosspierre commente les événements de Genève: « Ces adversaires (de la classe ouvrière) sont nombreux et divers, et les plus dangereux sont ceux qui, au moyen de phrases enflammées, lancent des appels à la révolution et à la violence.

« Ne veut-on pas se rappeler, une fois pour toutes, que nous vivons dans un pays où le peuple est souverain et que ce souverain-là, moins que tout autre, ne se laissera jamais détrôner?... »

« Une révolte peut s'expliquer pour obtenir la liberté détenue par un gouvernement contre la volonté du peuple. Mais pousser la classe ouvrière à la violence dans une démocratie totale, c'est s'élever contre la liberté elle-même; c'est vouloir une dictature contre le peuple... Des manifestations comme celle de Genève sont donc inadmissibles. »

II. — L'ILLÉGALITÉ COMMUNISTE

Le Journal de Genève publie l'article suivant de M. Théodore Aubert, président de l'Entente internationale contre la IIIe Internationale:

Les événements de Genève sont le résultat de deux ordres de fait: la création, le développement et l'entraînement d'organisations révolutionnaires, à l'instigation et conformément aux instructions d'un pouvoir révolutionnaire étranger; la propagande révolutionnaire faite par ces organisations, par leurs auxiliaires et sympathisants et par les agitateurs envoyés par Moscou.

Or, la Constitution fédérale nous permettait de les interdire sur notre territoire. Cela est si vrai que les Chambres avaient voté en 1922 la loi Haerberlin, dont l'application nous aurait évité la tragédie de 1932, si le peuple, dans son aveuglement, ne l'avait pas rejetée.

Les deux ordres de faits que nous venons de mentionner constituent essentiellement des actes préparatoires à la révolution. Ce sont précisément ces actes qu'il faut interdire et, s'ils se commettent, réprimer. La démocratie suisse ne possède pas d'autre moyen de prévenir la révolution organisée sur son territoire par un pouvoir révolutionnaire étranger. Si on ne le fait pas, on permet la préparation de l'émeute et de la révolution et l'on encourt par conséquent, maintenant qu'on ne peut plus plaider l'ignorance, une lourde responsabilité morale et politique.

Quand on a toléré la préparation de la Révolution, lorsqu'elle éclate, l'emploi de la violence est inévitable, car c'est le heurt décisif entre les forces de l'ordre et celles du désordre. Les articles de droit pénal qui punissent les faits révolutionnaires accomplis sont impuissants à empêcher soit leur préparation, soit le choc des

forces adverses, car les chefs révolutionnaires croient toujours à la victoire... ou à l'impunité.

La révolution ne se fait pas sans que les moyens de la faire soient préparés. Le bon sens le dit et s'il ne suffit pas, la littérature bolchéviste est là pour convaincre les plus obstinés négateurs. L'immense réseau mondial des organisations révolutionnaires de propagande et d'action, dont le centre est à Moscou, n'a pas été créé pour un autre but par les experts en l'art révolutionnaire que sont les bolchéviks. Et toute l'histoire de leur action subversive dans le monde le démontre.

L'efficacité des mesures législatives contre ces actes préparatoires, de même que l'absolue nécessité de ces derniers sont établies par l'aveu même de Moscou. Le rapport présenté au VI^e congrès de l'Internationale communiste reconnaît que les partis et organisations communistes frappés d'illégalité « se développent d'une façon relativement lente », et déplore les difficultés ainsi rencontrées pour « leur travail d'organisation et leur travail de masse ».

Dès 1918, l'Internationale communiste et ses auxiliaires ont travaillé révolutionnairement sur notre territoire. La situation actuelle n'est donc pas une situation exceptionnelle. On ne saurait par conséquent parler de loi d'exception lorsqu'il s'agit de frapper des actes criminels qui se répètent depuis quatorze ans avec une intensité et une fréquence variables, en Suisse et dans le monde entier.

Aucun homme politique, aucun citoyen sincèrement partisan de la légalité ne peuvent s'opposer à des mesures législatives absolument nécessaires pour la protection de la Constitution, des lois et des autorités légales. Nul ne peut plus ignorer que la Centrale du parti communiste suisse, entièrement subordonnée à Moscou, a pour tâche,

avec ses auxiliaires, de déclencher dans notre pays la révolution bolchévique. L'heure est venue pour chacun de se prononcer pour ou contre l'emploi des moyens légaux dans le développement politique et social de notre pays; pour ou contre la sauvegarde effective de nos libertés constitutionnelles. Le sang répandu, le danger couru constituent une mise en demeure pour tous.

Il est impossible que les autorités et le peuple suisses attendent, pour légiférer contre la révolution bolchéviste, le retour de soirs sanglants. Personne ne peut plus aujourd'hui arguer de son ignorance. Ne pas agir quand il est temps et quand on sait, c'est encourir la plus grave des responsabilités.

III. — LES COMMUNISTES EXCLUS DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

Texte de l'arrêté du Conseil fédéral excluant les communistes de l'administration fédérale:

Article premier. — Le Conseil fédéral constate que le parti communiste suisse est une association qui tombe sous le coup de l'article 13, deuxième alinéa, de la loi sur le statut des fonctionnaires.

Il est par conséquent interdit à tous les fonctionnaires, employés et ouvriers de la Confédération, d'appartenir au parti communiste ou de participer à une organisation communiste.

Article 2. — Quiconque appartient au parti communiste ou participe à une organisation communiste ne peut entrer ou rester au service de la Confédération.

Article 3. — Dès le 1^{er} janvier 1933 les rapports de service des fonctionnaires, employés et ouvriers de la Confédération appartenant au parti communiste ou participant à une organisation communiste, seront résiliés par

l'autorité compétente. Cette résiliation a lieu conformément à l'article 55 de la loi sur le statut des fonctionnaires.

Concernant les prestations de la Caisse d'assurance des fonctionnaires, employés et ouvriers fédéraux, et celles de la Caisse de pensions et de secours du personnel des Chemins de fer fédéraux, la résiliation des rapports de service est considérée comme due à la faute de l'intéressé.

Article 4. — Le présent arrêté sera publié dans la *Feuille Fédérale* ainsi que dans les feuilles officielles des entreprises de transport. Les administrations et services sont en outre invités à en donner connaissance à leur personnel.

Article 5. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur, son exécution est confiée à l'autorité compétente pour la nomination.

BIBLIOGRAPHIE

Principales études sur le bolchévisme en langues
française et anglaise parues en 1932

En France:

- Caractère militaire du Plan Quinquennal*, par le sénateur
Fr. ECCARD. Les Éditions des Vivants, Paris.
- La Pédagogie scolaire en Russie soviétique*, par l'abbé
DÉVAUD, 222 pages. Édition Desclée, de Brouwer,
Paris.
- Relations commerciales avec l'U. R. S. S.*, par Joachim
PUHK, paru dans la *Revue de Paris*, du 1^{er} avril 1932,
tirage à part.
- L'Asie contre l'Europe*, par le Dr A.-F. LEGENDRE, 360
pages. Librairie Plon, Paris.
- La Chine nouvelle*, par M. Raymond RECOULY, *Revue de
France*, 1^{er} octobre 1932.

En Belgique:

- Bulletins de la S. E. P. E. S. (rue Belliard 5, Anvers),
série parue en 1932:
- Notre conférence du 16 décembre 1932. Le Régime du
Travail en U. R. S. S. et le travail forcé*, 15 janvier 1932.
- L'Entente internationale contre le bolchévisme*, 13 mars 1932.
- Le Théâtre et le Film au service de la révolution*, 15 mai 1932.
- Russie 1932: Révélations d'un technicien belge revenu de
l'U. R. S. S.*, 17 juillet 1932.
- Sommes-nous défendus contre le communisme? La lutte du
paysan russe contre la dictature communiste*, 15 sep-
tembre 1932.
- Jours d'émeute. La Protection de l'ordre et la liberté du
travail*, 15 novembre 1932.
- Le Cilacc* (Centre International de Lutte active contre
le communisme, Bruxelles, rue Vifquin 56), paraît
depuis le 1^{er} janvier 1932: No 1, *Le Commerce avec
l'U. R. S. S.*; Nos 2-3, *La Situation des ouriers en*

U. R. S. S.; Nos 4-5, *La Puissance militaire des Soviets*; Nos 6-7, *La Vie et les Souffrances de la femme en U. R. S. S.*; No 8, *Le Komintern et sa manière d'exploiter la crise*; Nos 9-10, *La Lutte contre la religion en Russie soviétique*; No 11, *L'U. R. S. S. et la crise*; No 12, *Moscou et la grève en Belgique*; No 13, *Le Guépéou*; No 14, *La Faillite du Plan quinquennal et la N. E. P. de Staline*.

Les Prisonniers politiques dans la République des Soviets, par M. ABRAMOVITCH, socialiste russe, publié par le Bureau d'éditions du Parti socialiste belge, 20, rue Lengentier, Bruxelles.

Le Plan quinquennal, par JUGOW, 265 pages, même édition.

En Suisse:

Publications du Bureau Permanent de l'Entente internationale contre la III^e Internationale:

Renseignements économiques, Eia (à partir de novembre 1931.)

L'U. R. S. S. et le Désarmement, février 1932, français et anglais.

L'U. R. S. S. et la crise mondiale, article de M. Th. AUBERT, dans la *Revue des Deux Mondes*, du 15 février 1932. Tirage à part.

L'Internationale communiste ou Komintern, étude dactylographiée, avril 1932.

L'U. R. S. S. obstacle au désarmement, article de M. Th. AUBERT, Genève, juillet 1932.

Le Bolchévisme en Chine, octobre 1932, français et anglais.

Le Cheval de Troie du Bolchévisme, par Alex. DE SENGHER. 171 pages. Éditions du Chandelier, 100 bis, rue Dufour, Bienne.

Die Brandfakel Moskaus, le même ouvrage en allemand.

En Angleterre:

The Conscripton of a People, par la duchesse D'ATHOLL, 206 pages. Édition Ph. Allan, Londres.

The Truth About Forced Labour in Russia, par la duchesse D'ATHOLL, 64 pages (résumé du premier ouvrage), même édition.


- Economic Russia 1932*, par le Dr Ed. LUBOFF, 23 pages.
Anglo-Russian Press-Association, Londres, S. W. 1,
82 Victoria St.
- The Competition of Starvation. Russian Economical Policy
and Debts and Reparations Payments*, par le Dr F.
HENRY, 24 pages. Kentish Times, Sidcup, Kent.
- The Soviet Menace to World Markets*, par la duchesse
d'ATHOLL, art. de *The Sunday Post*, du 4 septembre
1932. Tirage à part.
- New Russia Arms*, par John BAKER-WHITE, 144 pages.
Ed. Burrup. Mathieson & Co., Londres.

Aux États-Unis:

- Communism*, 31 pages. Sa propagande aux États-Unis.
Miss R. Holmes, 4042 N. Greenview Ave, Chicago.
- The Recognition of Soviet Russia by the United States, an
American Political Problem*, 45 pages, par John B.
TREVOR, American Coalition of Patriotic, Civic and
Fraternal Societies, 598 Madison Ave, New York.

Au Canada:

- Cahier anticommuniste*. Exposé du communisme. Cri-
tique. Histoire. Rédigé en collaboration. 64 pages.
École Sociale Populaire, Montréal. 25 sous.
- Le Rêve communiste*, par le R. P. Thomas LAMARCHE, O. P.
32 pages. École Sociale Populaire. 15 sous.
- La Troisième Année décisive du Plan quinquennal*. Étude
publiée par l'Entente internationale contre la III^e
Internationale. 62 pages. École Sociale Populaire,
Montréal. 25 sous.
- Vers la guerre*. Comment l'U. R. S. S. se prépare à révo-
lutionner le monde par la force. Œuvre des Tracts,
Montréal. 10 sous.



AUX ABONNÉS
de l'École Sociale Populaire

A TOUT abonné qui nous enverra un abonnement nouveau nous laisserons au prix de

\$1.00 FRANCO

le volume de la Semaine sociale de Montréal (août 1932):


L'Ordre social chrétien

d'après l'Encyclique QUADRAGESIMO ANNO

qui se vend régulièrement \$1.50
\$1.65 franco.

Beau volume in-8 de 400 pages.

Nous comptons que cette offre stimulera le zèle de nos amis et nous aidera à augmenter le nombre de nos abonnés.



L'ŒUVRE DES TRACTS

publiera en 1933

une série de monographies

sur les

Carrières professionnelles

Premier fascicule (déjà paru):

LE SACERDOCE

par Mgr L.-A. PÂQUET, P. A.

L'ÉTAT RELIGIEUX

par le R. P. Louis LALANDE, S. J.

Deuxième fascicule (paraîtra bientôt):

LE DROIT

par M. Antonio PERRAULT

LE NOTARIAT

par M. Joseph SIROIS, N. P.

10 sous l'exemplaire

Abonnez-vous à l'Œuvre des Tracts. Une brochure par mois.
Sujets variés et intéressants. \$1.00 l'abonnement.

L'ACTION PAROISSIALE 4260, RUE DE BORDEAUX
MONTRÉAL

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Suite)

- *79-80. *Microbiologie et maladies contagieuses* Dr J.-A. BAUDOIN
 81-82. *L'instruction obligatoire n'est pas nécessaire* R. P. HERMAS LALANDE, S. J.
 *83. *L'Organisation ouvrière* Abbé Edmour HÉBERT
 *84. *Autour de l'Encyclyclic « Rerum novarum »* E. S. P.
 85. *L'Aide aux colons* M. L'HEUREUX
 86. *Le Problème social et sa solution* Abbé Edmour HÉBERT
 87. *Les Semaines sociales* E. S. P.
 88-89. *De l'Internationalisme au Nationalisme* Alfred CHARPENTIER
 90. *Vers le peuple* Guy VANIER
 91. *L'Action sociale* Antonio PERRAULT
 92-93. *La Grèce et l'enseignement catholique* R. P. VILLENEUVE, O. M. I.
 94. *Programme d'action sociale* Edouard MONTPETIT
 95. *Les Parents, l'Eglise et l'Etat dans leurs rap-
 ports avec l'école* Abbé Ad. SABOURIN
 96. *L'Organisation professionnelle* Mgr L.-A. PAQUET
 97. *Syndicats patronaux* Abbé Emile CLOUTIER
 98. *La Confédération des Travailleurs catholiques du
 Canada* XXX
 99. *L'Aspect économique du problème industriel* Edmond CLOUTIER
 100. *Le Salaire* Abbé Edmour HÉBERT
 *101. *Nos Pêcheries* Fabien BUGRAUD
 102. *La Question des chemins de fer* XXX
 103. *Les Caisses Desjardins: œuvre sociale* Wilfrid GUÉRIN
 104. *L'Aube d'une ère ouvrière nouvelle* Alfred CHARPENTIER
 105. *L'Organisation ouvrière catholique au Canada* E. S. P.
 106. *Réformes scolaires* E. S. P.
 107. *Le Travail du dimanche dans notre industrie* Mgr Eugène LAPOINTE
 108. *La Gaspésie* J. W.
 109. *Les Espoirs présents du catholicisme en France* R. P. DONCEUR, S. J.
 110. *La Société catholique de Protection* E. S. P.
 111. *Le Problème des narcotiques au Canada* Olivier CARIGNAN
 112. *Le Charbon au Canada* Paul CHARTIEZ, S. J.
 113-114. *Le Nord qui s'ouvre* R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.
 115. *Les Trois Etapes de la question ouvrière* Abbé Edmour HÉBERT
 116-117. *Dans les chantiers* R. P. J.-A. DESJARDINS, S. J.
 118. *La Mortalité infantile* Dr Joseph GAUVREAU
 119. *La Tuberculose* R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
 120-121. *Le Chômage* Gérard TREMBLAY
 122. *L'Eucharistie et la question sociale* R. P. Léo BOISMENU, P. S. S.
 *123. *Le Canada minier* R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
 124. *Le Patriotisme* S. G. Mgr LAPLÈCHE
 125. *L'Apprentissage* E. S. P.
 126-127. *Notre problème agricole* Charles GAGNÉ
 128. *Les Forces hydrauliques* R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
 129. *L'Art ménager* Abbé Arm. BEAUREGARD
 130. *Le Domaine rural canadien* Georges BOUCHARD
 131. *Les Paysans de France* Georges BOUCHARD
 132. *La Jeune Fille et les œuvres de charité* R. P. Adélar DUGRÉ, S. J.
 133-134. *Pour et contre le tabac* R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
 135. *Vers l'émancipation économique* G.-E. MARQUIS
 136-137. *Le Travail de nuit dans les boulangeries* XXX
 138. *Expansion industrielle dans le Québec* G.-E. MARQUIS
 139. *Le Logement et la santé* R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
 *140-141. *Travailleurs inconnus: nos aëglés* R. P. Julien SENAY, S. J.
 142. *L'Éducation de la Justice* R. P. Louis LALANDE, S. J.
 143. *Abolitionisme ou Réglementation* R. P. J. SALSMANS, S. J.
 144. *L'Actionariat syndical* Max. TURMANN
 145-146. *Le Conseil national d'Éducation* C.-J. MAGNAN
 147. *Jeunes d'autrefois. Jeunes d'aujourd'hui* R. P. Maurice H.-BEAULIEU, S. J.
 148. *Éclairés canadiens-français* R. P. Adélar DUGRÉ, S. J.
 149-150. *La Pulpe et le papier* R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
 151. *L'Atelier syndical fermé* Alfred CHARPENTIER
 *152-153. *L'Alcoolisme et l'individu* Dr Louis-Philippe ROY
 154. *L'Eucharistie et les classes dirigeantes* Antonio PERRAULT
 155. *L'Effort économique de notre race* Rodolphe LAPLANTE
 156-157. *La Forêt canadienne* R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
 158. *Le Caractère de l'adolescent* R. P. Paul-Emile FARLEY, C. S. V.
 159-160. *Les Allocations familiales* R. P. Léon LEBEL, S. J.

Deacidified using the Bookkeeper process.

Neutralizing agent: Magnesium Oxide

Treatment Date: July 2005

Preservation Technologies

A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION

111 Thomson Park Drive
 Cranberry Township, PA 16066
 (724) 779-2111

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Suite)

161. <i>L'Association professionnelle</i>	Abbé Maxime FORTIN
162. <i>Fédération des Œuvres d'hygiène infantile</i>	XXX
163. <i>La Réforme du calendrier</i>	J.-H. RICHARDSON
164. <i>Les petites industries féminines à la campagne</i>	Georges BOUCHARD
165. <i>L'Union ouvrière</i>	Abbé L.-A. LAFORTUNE
166. <i>Les Anciennes Corporations</i>	Gérard TREMBLAY
167. <i>Le Communisme international au Canada</i>	R. P. STANISLAS, P ^{TR} E S. V.
168. <i>Parents et Maîtres — Leur collaboration</i>	E. S. P.
169. <i>L'Enseignement agricole d'hiver</i>	Abbé Arthur MAHEUX
170. <i>Le Cinéma</i>	Albert RIOUX
171. <i>La Crise protestante</i>	Oscar HAMEL
172-173. <i>La Formation technique</i>	R. P. Adélar DUGRÉ, S. J.
174. <i>La Gaspésie intérieure</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
175. <i>Chefs ouvriers catholiques</i>	PÉNINSULAIRE
176. <i>La Mission sociale de l'hygiène</i>	L.-G. HOGUE
177. <i>Les Associations ouvrières au Canada</i>	Dr J.-A. BAUDOUIN
178. <i>Rotary et Maçonnerie</i>	E. S. P.
179. <i>L'Indissolubilité du mariage</i>	E. S. P.
180. <i>Le Tourisme — Source de richesse</i>	R. P. E. JOMBART, S. J.
181. <i>La Vaccination antituberculeuse</i>	Eugène L'HEUREUX
182. <i>L'Utilisation des sous-produits de la pêche</i>	Dr J.-C. BOURGAIN
183-184. <i>La Paroisse au Canada français</i>	Joseph RISI
185. <i>L'Eglise, nos maux sociaux et l'ouvrier catholique</i>	R. P. Adélar DUGRÉ, S. J.
186. <i>L'Industrie chimique et le Canada</i>	Abbé J.-Ad. SABOURIN
187. <i>Le Travail des jeunes filles</i>	R. P. SCHELPE, S. J.
188. <i>Les Communautés religieuses et la Cité</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
189. <i>Les Œuvres dans la Cité</i>	Mme W. RAYMOND
190. <i>Le Syndicalisme catholique canadien</i>	Juge C.-E. DORION
191. <i>La Semaine sociale de Chicoutimi</i>	R. P. BONHOMME, O. M. I.
192. <i>L'Eglise et la question syndicale</i>	E. S. P.
193. <i>Nos Orphelins</i>	Wilfrid GUÉRIN
194-195. <i>Encyclique sur l'éducation de la jeunesse</i>	PP. ARENDT et MULLER, S. J.
196. <i>L'Enseignement religieux</i>	Sœur ALLAIRE, etc.
197. <i>La Semaine du dimanche</i>	S. S. PIE XI
198. <i>Pour nos Enfants</i>	S. G. Mgr ROSS
199. <i>La Préférence aux Syndicats catholiques</i>	XXX
200. <i>Pour le bon Journal</i>	Sœur MARIE-HADELIN, etc.
201. <i>Le Sens catholique</i>	XXX
202-203. <i>L'Apostolat laïque</i>	Abbé A. ROBERT et O. HÉROUX
204-205. <i>Instruction ou Education</i>	E. MERCIER et G. LADOUCEUR
206. <i>En Russie soviétique</i>	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
207-208. <i>Manuel antibolchévique</i>	Esdras MINVILLE
209. <i>La Participation des laïques à l'apostolat</i>	E. S. P.
210-211. <i>L'Encyclique « Quadragesimo anno »</i>	E. S. P.
212. <i>Le Mariage chrétien</i>	Antonio PERRAULT
213. <i>L'Etat et la morale publique</i>	S. S. PIE XI
214-215. <i>L'Etat et le mariage</i>	R. P. Adélar DUGRÉ, S. J.
216. <i>L'Activité sociale des prêtres de Belgique</i>	Léo PELLAND
217-218. <i>Cahier anticommuniste</i>	Juge C.-E. DORION
219. <i>Pour la Colonisation</i>	R. P. Albert MULLER, S. J.
220. <i>Le Rêve communiste</i>	E. S. P.
221. <i>Pour la Paix</i>	E. S. P.
222. <i>La Famille</i>	R. P. Thomas-M. LAMARCHE, O.P.
223-224. <i>Le Plan quinquennal</i>	E. S. P.
225. <i>La Profession agricole</i>	R. P. C. RUTCHÉ, C. S. SP.
226. <i>Les Opérations de Bourse et leur moralité</i>	ENTENTE INTERNATIONALE
227. <i>Le Retour de la mère au foyer</i>	Abbé Georges-M. BILODEAU
228. <i>La place des enfants n'est pas au cinéma</i>	R. P. BOURNIVAL, S. J.
229. <i>Les Révolutions bolchévistes modernes</i>	Rde Sr GÉRIN-LAJOIE
	E. S. P.
	Henri GLASS

Les numéros précédés d'un astérisque sont épuisés.

BNQ



C 000 092 655

Abonnement: \$1.50 par an

92655

IMPRIMERIE DU MESSAGER, MONTREAL